Bureau d'information et de communication

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL D'ETAT

Projet de budget 2021: des bases solides dans un contexte mouvementé

Le projet de budget de l'Etat de Vaud pour l'année 2021 prévoit un déficit, pour la première fois depuis quinze ans, à hauteur de 163 millions de francs. Ce budget, qui respecte la limite constitutionnelle du petit équilibre (art.164 al.3 Cst-VD), répond à l'augmentation des besoins dans l'enseignement, la santé, le social et les autres domaines liés à la démographie, pour une croissance maîtrisée des dépenses courantes (+2,3%). Il renforce en particulier le personnel, les moyens consacrés à l'environnement et intègre les effets de l'accord financier conclu en août avec les communes. La progression des revenus est faible (+0,9%) et les recettes fiscales sont attendues en retrait, en raison de la baisse déjà adoptée du coefficient cantonal d'impôts et de fortes incertitudes liées à la crise économique et sanitaire.

Le total brut des charges inscrites au projet de budget 2021 s'élève à 10'381 millions de francs. Moyennant un ajustement permettant la comparaison, l'augmentation des dépenses courantes de fonctionnement par rapport au budget 2020 atteint 232 mios, ce qui représente une progression de 2,29% en ligne avec le budget 2020 (+2,43%) et les comptes 2019 (+2,1%).

Parmi les missions de base de l'Etat, le budget prévoit une augmentation de 81 mios des charges brutes dans le domaine de l'enseignement, de la formation et de la jeunesse (+2,7% par rapport au budget 2020). Il alloue également des ressources supplémentaires à l'action sociale (+49 mios ou +1,9%) ainsi qu'à la santé (+26 mios ou +1,8%), en lien avec l'évolution démographique et le vieillissement de la population.

Indépendamment du Plan climat, le projet tient compte des secteurs de l'environnement et de l'énergie (+12 mios). Il renforce l'accueil de jour des enfants (+8 mios), les subventions aux transports publics et à la mobilité douce (+4 mios), la chaîne pénale (+2 mios), la réforme de la curatelle (+2 mios), le soutien aux demandeurs d'emploi (+4 mios) et consolide la politique agricole (+3 mios). Il intègre surtout les effets de l'accord conclu en août entre le canton et les communes (UCV) pour un impact global de 40 mios en 2021, soit 25 mios pour la participation à la cohésion sociale et 15 mios pour la modification de la Loi sur l'organisation et le

financement de la politique sociale (LOF).

S’agissant de ses effectifs, l’Etat prévoit une augmentation de 350 postes (+2,0% par rapport à 2020), dont 223 nouveaux enseignants.

Du côté des revenus, la projection budgétaire atteint 10'218 mios, soit une faible hausse de 94 mios ou 0,9% par rapport au budget 2020. Les recettes fiscales sont prévues en baisse (-57 mios ou -1,0%), en raison de la diminution de 1 pt du coefficient cantonal d’impôts déjà adoptée par le Grand Conseil (-31 mios) ainsi que de fortes incertitudes sur le revenu des personnes et le résultat des entreprises dans le contexte actuel de la crise. Ce retrait attendu est compensé par l’augmentation d’autres revenus comme la BNS (+62 mios), la RPT (+21 mios) et l’impôt anticipé (+2 mios).

Le budget des investissements prévoit des dépenses brutes (part Etat plus partenaires, 520 mios), de nouveaux prêts (72 mios) et de nouvelles garanties (225 mios) pour un total de 817 mios, soit 44 mios de plus qu’au budget précédent. Cette politique d’investissement ambitieuse intègre le financement des mesures d’impulsion du Plan climat présenté en juin à hauteur de 35 mios par année, soit 173 mios sur 5 ans. Sans compter les 105 mios déjà adoptés du fonds de soutien à l’innovation, au développement durable et à la recherche en oncologie. Ainsi, ce niveau d’investissement élevé devrait se poursuivre jusqu’en 2025 avec une moyenne annuelle qui avoisine 800 mios.

Enfin, la dette projetée poursuit une légère croissance avec une hausse de 250 mios pour atteindre 1225 mios en 2021. Cette progression s’explique par le financement des investissements et le déficit budgétaire.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 22 septembre 2020

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

DFA, Pascal Rattaz, chef du Service d’analyse et gestion financières

TÉLÉCHARGEMENT(S)